

## La Révolution espagnole et nous, par Marceau Pivert et Daniel Guérin.

*Tribunes libres parues dans Le Populaire des 31 août et 7 septembre 1937. (Extraits cités dans Révolutionnaires du Front populaire, choix de documents par J.-P. Rioux.)*

Le drame espagnol continue. Impossible aux socialistes révolutionnaires d'é luder les cas de conscience chaque jour plus nombreux et plus redoutables qu'il pose. Il faut prendre parti. Et, ayant pris parti, il faut parler clair. Fuir devant la vérité serait, aujourd'hui, plus encore qu'hier, une lâcheté.

Deux erreurs également graves ont été commises, en toute sincérité, par les militants de notre Parti. En écrivant cela nous ne prétendons certes pas avoir eu raison contre tous. Loin de là. Mais ce qui, peut-être, nous distingue aujourd'hui des uns et des autres, c'est la conscience nette des carences, c'est la volonté d'y mettre fin.

Les uns, dans le Parti, se sont laissés prendre au mirage de la non-intervention. Faisant violence aux sentiments d'internationalisme prolétarien qui sont - ou qui devraient être - ancrés au cœur de tout socialiste, ils ont abandonné à eux-mêmes nos frères d'Espagne. Ils ont cru que c'était pour ceux-ci la moins mauvaise solution, et ils ont cru de bonne foi « *sauver la paix* ». On sait à qui la « *non-intervention* » a profité. Quant à la paix, elle est plus menacée qu'il y a un an. Si nos camarades s'entêtent aujourd'hui dans leur erreur, c'est, nous l'espérons pour eux, sans la moindre illusion.

Les autres ont eu le courage de se dresser contre la politique de « *non-intervention* », d'en dénoncer la duperie. Mais, ce faisant, ils sont tombés, croyons-nous, dans une autre erreur, également funeste: dans leur ardeur à dénoncer le blocus de l'Espagne républicaine, ces camarades ont trop négligé le contenu de classe de la République espagnole. Ils n'ont pensé qu'aux armes nécessaires pour vaincre le fascisme, ne voulant pas se poser la question: entre les mains de qui sont ou vont tomber les armes? Or, provisoirement, les armes sont en train de changer de mains. En juillet 1936, elles étaient entre les mains du prolétariat. Et c'est pourquoi l'on a pu parler d'une Révolution espagnole. Aujourd'hui, elles sont arrachées des mains du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire.

### **[...] Notre position est claire:**

D'une part nous dénonçons, plus que jamais, la sinistre comédie de la non-intervention. Nous exigeons de nos délégués au gouvernement l'application des décisions unanimes du Parti et de l'Internationale Ouvrière, c'est-à-dire le retour immédiat à la liberté du commerce avec l'Espagne républicaine. Et ce n'est pas seulement au plan gouvernemental que nous demandons au Parti d'agir. Nous pensons qu'il doit « *faire pression par tous les moyens* »; qu'il doit, en liaison intime avec la C.G.T., empêcher effectivement le ravitaillement des rebelles et favoriser le ravitaillement des républicains.

Mais d'autre part, nous ne pouvons taire les inquiétudes croissantes, le sentiment de révolte que nous inspirent une série d'événements à caractère contre-révolutionnaire dont l'Espagne républicaine est, depuis quelques mois, le théâtre. En mai, on tente de désarmer le prolétariat de Barcelone et de lui enlever certaines positions stratégiques; le sang ouvrier coule. Un parti révolutionnaire, le P.O.U.M., est dissous, sa presse supprimée. Un de ses animateurs, Andrés Nin, ancien conseiller pour la Justice de la Généralité de Catalogne, est arrêté et disparaît dans des circonstances plus que troublantes.

[...] En conclusion, nous demandons à notre Parti qu'une délégation permanente de la C.A.P. soit envoyée auprès du Parti Socialiste espagnol afin d'assurer plus étroitement:

- D'une part, notre solidarité fraternelle dans la conduite des opérations militaires et révolutionnaires, l'organisation directe de l'aide effective du prolétariat français à l'Espagne socialiste;
- D'autre part, le respect des garanties dues à tous les travailleurs antifascistes; la cessation immédiate des mesures répressives contre le prolétariat et l'avant-garde révolutionnaire.

[7-09-37]

[...] La Délégation [internationale du comité de défense des révolutionnaires antifascistes en Espagne] dit avoir eu la nette impression que le ministre faisait allusion aux compensations politiques exigées par Moscou en échange de son soutien... Ces paroles confirment qu'il existe une liaison étroite entre la politique de non-intervention et la répression de l'avant-garde révolutionnaire.

Le jour où le blocus sera levé, le jour où l'U.R.S.S. ne sera plus seule à soutenir nos frères d'Espagne, ce jour-là, non seulement leur République mais aussi leur Révolution sera sauvée.